

Burundi : ouverture des bureaux de vote pour les élections communales

À 06h00 (04h00 GMT), d'un bureau de vote dans le sud de la capitale, devant lequel une soixantaine d'électeurs patientaient dans le calme.

Prévu vendredi, le scrutin avait été repoussé à la dernière minute à dimanche, puis lundi, en raison de difficultés logistiques, avec des bulletins de vote livrés "en quantité insuffisante" et de nombreuses cartes d'électeurs toujours pas distribuées. Les 3,5 millions d'électeurs sont appelés à désigner près de 2.000 conseillers dans les 129 communes du pays, dont la population estimée à 8,5 millions est à 85% hutu. Ce scrutin donne le coup d'envoi d'un marathon électoral de plusieurs mois, avec notamment l'élection présidentielle le 28 juin et des législatives le 23 juillet, un processus électoral crucial pour la consolidation de la paix dans ce pays meurtri par 13 ans de guerre civile (1993-2006). La campagne s'est achevée le 18 mai après deux semaines d'intenses activités partisans, marquées par des affrontements entre groupes de jeunes et des accusations d'assassinats ciblés entre partis. Cette première étape électorale a déjà pris des allures de face-à-face entre les deux principaux partis hutu, l'ex-rébellion du Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD) du chef d'État sortant Pierre Nkurunziza, et l'autre mouvement rebelle des Forces Nationales de Libération (FNL), conduit par Agathon Rwasa. "La perspective d'une bataille électorale entre groupes politiques rivaux cherchant à gagner le soutien des électeurs hutu pourrait miner l'expérience démocratique burundaise et pousser certains ex-combattants à se battre de nouveau, anéantissant ainsi les acquis récents du processus de paix", mettait en garde récemment le centre de réflexion International Crisis Group. Le principal parti tutsi, l'Union pour le progrès national (Uprona), tentera de rester le parti numéro un de la minorité tutsi et conserver le poste de vice-président censé revenir à un parti tutsi. L'Union européenne déploie sur place la principale mission d'observation électorale, composée de quelque 110 personnes. Le Burundi a basculé dans une guerre civile particulièrement brutale (300.000 morts) en 1993, après l'assassinat par l'armée, alors dominée par la minorité tutsi, du premier président démocratiquement élu, le hutu Melchior Ndadaye. La signature d'un accord de paix en 2000 a permis l'élection en 2005 de l'actuel chef de l'État par l'Assemblée nationale et le Sénat. La guerre a ravagé le pays, l'un des plus densément peuplés du continent avec 300 habitants au km² : 68% de la population vit sous le seuil de pauvreté contre 37% en 1993.